



**PRÉFET
DE LA SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Départementale
de la Cohésion Sociale et de la
Protection des Populations (DDCSPP)

Service protection et santé animales
et installations classées pour la
protection de l'environnement

Chambéry, le **15 FEV. 2021**

**Arrêté préfectoral complémentaire
portant mise à jour du montant des garanties financières**

**Syndicat mixte Savoie Déchets
Commune de CHAMBERY**

Le préfet de la Savoie
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 516-1, R. 516-1 et R. 516-2 ;

VU l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financière ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation délivré à SAVOIE DECHETS le 1^{er} décembre 2011 ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 octobre 2014 prescrivant la constitution de garanties financières ;

VU le nouveau calcul des garanties financières proposé par l'exploitant le 2 avril 2019, prenant en compte notamment des évolutions concernant les quantités maximales de déchets stockées sur le site ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 31 décembre 2020 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral adressé à l'exploitant par courrier du 15 janvier 2021 dans le cadre de la procédure contradictoire ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les installations classées exploitées par SAVOIE DECHETS à Chambéry relèvent du dispositif des garanties financières, conformément aux dispositions réglementaires susvisées ;

CONSIDÉRANT que ces garanties ont vocation, en cas de défaillance éventuelle de l'exploitant, à suppléer ce dernier et à permettre la mise en sécurité des installations imposée par les articles R.512-39-1 et R.512-46-25 du code de l'environnement (cessation d'activité) ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de mettre à jour le montant des garanties à constituer par l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que le montant proposé dans le présent arrêté a été établi conformément à la méthode de calcul figurant dans l'arrêté ministériel du 31/05/12 susvisé, et qu'il prend en compte de manière adéquate l'ensemble des coûts afférents à la mise en sécurité du site ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de fixer les quantités maximales de déchets susceptibles d'être entreposées sur le site à hauteur des tonnages pris en compte dans le calcul des garanties financières ;

SUR proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Objet des garanties financières

Le syndicat mixte SAVOIE DECHETS, dont le siège social est situé Z.I. de Bissy - 336, rue de Chantabord – 73 024 Chambéry, est tenu de constituer des garanties financières, visant la mise en sécurité de ses installations situées à la même adresse, selon les dispositions du présent arrêté, qui annulent et remplacent celles de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 octobre 2014.

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent, conformément à l'article R.516-1 5° du Code de l'environnement, pour les activités suivantes :

rubrique	activités
2771	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux
2770-2	Installation de traitement thermique de déchets dangereux (déchets d'activité de soins à risque infectieux - DASRI)

Article 2 : Montant des garanties financières à constituer

Le montant des garanties financières applicables aux installations listées à l'article 2 est fixé à 2 614 124 euros TTC (deux millions six-cent-quatorze-mille-cent-vint-quatre euros).

Article 3 : Modalités de constitution des garanties financières

L'exploitant communique au préfet le document attestant la constitution des garanties financières, établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 4 : Renouvellement des garanties financières

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé, ou, annuellement, l'attestation établie par le comptable public.

Article 5 : Actualisation des garanties financières

Le montant de référence des garanties financières, figurant à l'article du présent arrêté, a été établi sur la base des valeurs suivantes :

- indice TP01 d'octobre 2018 : 110,9 ;
- taux de TVA en vigueur au moment de l'établissement du présent arrêté : 20 %.

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- a minima tous les cinq ans, au prorata de la variation de l'indice TP 01 et du taux de TVA, conformément aux dispositions de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé relatif notamment aux modalités d'actualisation des garanties financières.
- sur une période au plus égale à trois ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

Article 6 : Appel des garanties financières

Le préfet peut faire appel aux garanties financières constituées conformément au présent arrêté :

- en cas de défaillance de l'exploitant,
- quand une des obligations de mise en sécurité, de remise en état, de surveillance ou d'intervention prévues à l'article R.516-2-IV du Code de l'environnement ou dans l'arrêté d'autorisation n'est pas réalisée,
- et après intervention des mesures prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 7 : Levée de l'obligation de garanties financières

Lorsque l'activité a été totalement ou partiellement arrêtée, et après mise en sécurité de tout ou partie du site des installations couvertes par les présentes garanties en application des dispositions mentionnées aux articles R. 512-39-1, le préfet détermine, dans les formes prévues à l'article R. 181-45, la date à laquelle peut être levée, en tout ou partie, l'obligation de garanties financières.

La décision du préfet ne peut intervenir qu'après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du Code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

Article 8 : Obligations d'information

L'exploitant doit informer le préfet de :

- tout changement de garant,
- tout changement de formes de garanties financières,
- toute modification des modalités de constitution des garanties financières telles que définies à l'article R.516-1 du Code de l'environnement,
- tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières,
- toute modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation.

Article 9 : Quantités maximales de déchets susceptibles d'être présentes dans l'établissement

L'annexe 7 de l'arrêté du 1^{er} décembre 2011 intitulée "Quantités maximales de déchets susceptibles d'être présentes dans l'établissement" est modifiée de la façon suivante :

"En regard du montant des garanties financières fixé par arrêté complémentaire, les quantités maximales de déchets présentes sur le site ne doivent pas dépasser les valeurs ci-dessous :

Déchets entrants :

- ordures ménagères présentes dans la fosse : 2 700 t (incluant le gerbage) ;
- boues de station d'épuration : 1 silo de 450 m³, soit 450 t ;
- DASRI : 110 bacs, soit 5,5 t.

Déchets produits :

- mâchefers : 19 000 t ;
- REFIOM : 181 t (159 t pour les résidus produits en fonctionnement normal et 22 t pour les résidus stockés en big-bags) ;
- boues pressées issues du traitement des eaux industrielles de l'usine : 1 benne, soit environ 10 t."

La dernière phrase de l'article 3 - paragraphe 7.9.1 de l'arrêté du 1^{er} décembre 2011 est remplacée par les dispositions suivantes :

"Les mâchefers ne pourront être stockés sur le site plus de trois ans, dans la limite de 19 000 t."

Article 10 : Notification

Le présent arrêté est notifié au pétitionnaire.

Article 11 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Chambéry pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de Chambéry fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture de Savoie, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 12 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Article 13 : Exécution

Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie, monsieur le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Savoie et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à monsieur le Maire de Chambéry.


Le préfet

Pascal BOLOT